

CHAPITRE 40. — *Modification du VLAREL*

**Art. 62.** Dans l'article 28, § 2, 2°, *i*), du VLAREL, la phrase « l'agence de l'Espace et du Patrimoine, Patrimoine immobilier du domaine politique de l'Aménagement du Territoire, de la Politique du Logement et du Patrimoine immobilier » est remplacée par la phrase « l'agence du domaine politique de l'Aménagement du Territoire, de la Politique du Logement et du Patrimoine immobilier chargée de l'exécution de la politique en matière de patrimoine immobilier ».

CHAPITRE 41. — *Modification de l'arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010*

**Art. 63.** Dans l'article 1.1.1, § 2, de l'arrêté relatif à l'Energie du 19 novembre 2010, le point 55° est remplacé par ce qui suit :

« 55° inventaire du patrimoine architectural : l'inventaire du patrimoine architectural, visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa deux, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 mai 2004 portant création de l'agence autonomisée interne sans personnalité juridique « Vlaams Instituut voor het Onroerend Erfgoed » (Institut flamand du Patrimoine immobilier); ».

CHAPITRE 42. — *Dispositions finales*

**Art. 64.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2011.

**Art. 65.** Le Ministre flamand ayant le Patrimoine immobilier dans ses attributions, et le Ministre flamand compétent de l'Aménagement du Territoire sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 10 juin 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires administratives, de l'Administration intérieure,  
de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles,  
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget,  
du Travail, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,  
Ph. MUYTERS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1936

[2011/203946]

**14 JUILLET 2011. — Décret portant modification du décret du 23 juin 1994  
relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose la Directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires.

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 23 juin 1994  
relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne*

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, il est inséré un alinéa 1<sup>er</sup>, rédigé comme suit :

« Au sens du présent décret, l'on entend par :

- 1° « aéroport » : tout terrain spécifiquement aménagé pour l'atterrissage, le décollage et les manœuvres d'aéronefs, y compris les installations annexes que ces opérations peuvent impliquer pour les besoins du trafic et le service des aéronefs, y compris les installations nécessaires pour assister les services commerciaux de transport aérien;
- 2° « concessionnaire » : l'entité qui s'est vue concéder par le Gouvernement la mission d'administration et de gestion des infrastructures de l'aéroport, ainsi que de coordination et de contrôle des activités des différents opérateurs présents dans l'aéroport concerné;
- 3° « usager d'aéroport » : toute personne physique ou morale transportant par voie aérienne des passagers, du courrier et/ou du fret, à destination ou au départ de l'aéroport concerné;
- 4° « redevance aéroportuaire » : un prélèvement effectué au profit de la Région wallonne, ou du concessionnaire lorsque le Gouvernement a fait usage de la faculté de concession, à charge des usagers d'aéroport en contrepartie de l'utilisation des installations et des services qui sont fournis exclusivement par la Région wallonne ou le concessionnaire et qui sont liés à l'atterrissage, au décollage, au balisage et au stationnement des aéronefs, ainsi qu'à la prise en charge des passagers et du fret; la redevance aéroportuaire ne comprend pas la redevance perçue pour la rétribution des services de navigation aérienne en route et terminaux, ni la redevance perçue pour la rétribution des services d'assistance en escale et la redevance prélevée pour le financement d'une assistance aux passagers handicapés et aux passagers à mobilité réduite. »

**Art. 3.** Dans l'article 5 du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

« Le présent article est applicable à tout aéroport ouvert au trafic commercial et dont le trafic annuel ne dépasse pas cinq millions de mouvements de passagers.

Pour les aéroports ouverts au trafic commercial et dont le trafic annuel dépasse cinq millions de mouvements de passagers, le présent article ne s'applique qu'aux redevances prélevées pour le financement d'une assistance aux passagers handicapés et aux passagers à mobilité réduite. »

**Art. 4.** Dans le même décret, il est inséré un nouvel article *5bis*, rédigé comme suit :

« Art. *5bis*. § 1<sup>er</sup>. Le présent article est applicable à tout aéroport ouvert au trafic commercial et dont le trafic annuel dépasse cinq millions de mouvements de passagers.

§ 2. Le Gouvernement fixe et perçoit les redevances aéroportuaires, selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Si le Gouvernement a fait usage de la faculté de concession prévue à l'article 2, le concessionnaire fixe et perçoit le montant des redevances aéroportuaires afférentes à l'aéroport dont l'exploitation lui a été concédée par le Gouvernement, conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 4. Le Gouvernement, ou le concessionnaire lorsque le Gouvernement a fait usage de la faculté de concession prévue à l'article 2, soumet toute proposition visant à modifier le système ou le niveau des redevances aéroportuaires aux usagers d'aéroport concernés, avec un exposé des motifs, au plus tard quatre mois avant leur entrée en vigueur, sauf en cas de circonstances exceptionnelles qui doivent être dûment exposées aux usagers de l'aéroport.

Les usagers de l'aéroport concerné disposent d'un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la proposition visée à l'alinéa précédent pour transmettre leurs observations écrites au Gouvernement ou au concessionnaire lorsque le Gouvernement a fait usage de la faculté de concession prévue à l'article 2.

A défaut pour un usager d'aéroport de faire valoir ses observations dans le délai visé à l'alinéa précédent, la proposition de modification du système ou du niveau des redevances aéroportuaires est réputée acceptée par celui-ci.

Le Gouvernement ou le concessionnaire lorsque le Gouvernement a fait usage de la faculté de concession prévue à l'article 2 publie sa décision motivée au *Moniteur belge* au plus tard deux mois avant son entrée en vigueur.

§ 5. Les redevances sont portées à la connaissance des usagers de l'aéroport par tous les moyens utiles, notamment par l'affichage et la publication aux AIP (Aeronautical Information Publication) et sur le site internet du concessionnaire concerné.

§ 6. Il est créé une Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie, dont la composition et les règles de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement.

L'Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie statue, par décision administrative, sur les différends entre le concessionnaire et les usagers de l'aéroport concerné, relatifs aux modifications apportées au système ou au niveau des redevances aéroportuaires.

Le Gouvernement fixe les règles de procédure applicables au règlement des différends par l'Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie.

L'Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie publie, sur le site internet de la Région wallonne, un rapport annuel sur ses activités. Ce rapport est transmis au Gouvernement et au Parlement wallons.

§ 7. Au moins une fois par an, les usagers concernés sont consultés par le concessionnaire pour émettre un avis sur l'application du système de redevances aéroportuaires et le niveau des redevances aéroportuaires. Le Gouvernement détermine les modalités de cette consultation.

§ 8. Selon les modalités fixées par le Gouvernement, les usagers de l'aéroport sont consultés pour avis par le concessionnaire préalablement à la finalisation de tout plan relatif aux nouveaux projets d'infrastructures susceptibles d'avoir un impact sur les redevances aéroportuaires. »

### CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 5.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 juillet 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

### Note

(1) *Session 2010-2011.*

*Documents du Parlement wallon*, 399 (2010-2011) n<sup>os</sup> 1 à 3.

Discussion.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 13 juillet 2011.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1936

[2011/203946]

**14. JULI 2011 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2009/12/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 über Flughafenentgelte umgesetzt.

KAPITEL II — *Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen*

**Art. 2** - In Artikel 1 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird ein Absatz 1 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Im Sinne des vorliegenden Dekrest gelten folgende Definitionen:

- 1° «Flughafen»: jedes speziell für das Landen, Starten und Manövrieren von Luftfahrzeugen ausgebaute Gelände, einschließlich der für den Luftverkehr und die Dienstleistungen erforderlichen zugehörigen Einrichtungen, wozu auch die Einrichtungen für die Abfertigung gewerblicher Flugdienste gehören;
- 2° «Konzessionär»: die Stelle, der von der Regierung die Aufgabe zugeteilt wurde, die Einrichtungen des Flughafens zu verwalten und zu betreiben, und der die Koordinierung und Überwachung der Tätigkeiten der verschiedenen Akteure auf dem betreffenden Flughafen obliegt;
- 3° «Flughafennutzer»: jede natürliche oder juristische Person, die für die Beförderung von Fluggästen, Post und/oder Fracht auf dem Luftwege zu oder von dem betreffenden Flughafen verantwortlich ist;
- 4° «Flughafenentgelt»: eine zugunsten der Wallonischen Region oder des Konzessionärs, falls die Regierung vom Konzessionsrecht Gebrauch gemacht hat, erhobene und von den Flughafennutzern gezahlte Abgabe für die Nutzung der Einrichtungen und Dienstleistungen, die ausschließlich von der Wallonischen Region oder vom Konzessionär bereitgestellt werden und mit Landung, Start, Beleuchtung und Abstellen von Luftfahrzeugen sowie mit der Abfertigung von Fluggästen und Fracht in Zusammenhang stehen; in dem Flughafenentgelt sind weder die zur Abgeltung von Strecken- und Anflug-/Abflug-Flugsicherungsdiensten erhobenen Gebühren, noch die zur Abgeltung von Bodenabfertigungsdiensten erhobenen Gebühren und die zur Finanzierung der Hilfestellungen für behinderte Flugreisende und Flugreisende mit eingeschränkter Mobilität erhobenen Gebühren enthalten.»

**Art. 3** - In Artikel 5 desselben Dekrets werden zwei Absätze mit den nachstehenden Wortlauten vor den Absatz 1 gesetzt:

«Der vorliegende Artikel ist auf jeden Flughafen anwendbar, der für den gewerblichen Verkehr geöffnet ist und jährlich mehr als fünf Millionen Fluggastbewegungen aufweist.

Für die Flughäfen, die für den gewerblichen Verkehr geöffnet sind und jährlich mehr als fünf Millionen Fluggastbewegungen aufweisen, ist der vorliegende Artikel nur auf die Gebühren anwendbar, die zur Finanzierung der Hilfestellungen für behinderte Flugreisende und Flugreisende mit eingeschränkter Mobilität erhoben werden.»

**Art. 4** - In dasselbe Dekret wird ein neuer Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5bis* - § 1. Der vorliegende Artikel ist auf jeden Flughafen anwendbar, der für den gewerblichen Verkehr geöffnet ist und jährlich mehr als fünf Millionen Fluggastbewegungen aufweist.

§ 2. Die Regierung bestimmt und erhebt die Flughafenentgelte gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten.

§ 3. Wenn die Regierung von dem in Artikel 2 vorgesehenen Konzessionsrecht Gebrauch gemacht hat, bestimmt und erhebt der Konzessionär den Betrag der Flughafenentgelte, die dem Flughafen zukommen, dessen Betrieb ihm von der Regierung zugeteilt wurde, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

§ 4. Die Regierung oder der Konzessionär, falls die Regierung von dem in Artikel 2 vorgesehenen Konzessionsrecht Gebrauch gemacht hat, unterbreitet jeden Vorschlag zur Änderung der Flughafenentgeltregelung oder Flughafenentgelthöhe den betroffenen Flughafennutzern unter Vortragung der Gründe, und zwar spätestens vier Monate vor deren Inkrafttreten, außer in außergewöhnlichen Fällen, die den Flughafennutzern gebührend vorgetragen werden müssen.

Die Benutzer des betroffenen Flughafens verfügen über eine Frist von 10 Werktagen ab dem Eingang des in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Vorschlags, um der Regierung oder dem Konzessionär, falls die Regierung von dem in Artikel 2 vorgesehenen Konzessionsrecht Gebrauch gemacht hat, ihre schriftlichen Bemerkungen zu übermitteln.

Falls ein Flughafennutzer seine Bemerkungen nicht innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist geltend gemacht hat, gilt der Vorschlag zur Änderung der Flughafenentgeltregelung oder Flughafenentgelthöhe als von ihm angenommen.

Die Regierung oder der Konzessionär, falls die Regierung von dem in Artikel 2 vorgesehenen Konzessionsrecht Gebrauch gemacht hat, veröffentlicht ihren bzw. seinen begründeten Beschluss spätestens zwei Monate vor dessen Inkrafttreten im *Belgisches Staatsblatt*.

§ 5. Die Flughafennutzer werden durch alle zweckdienlichen Mittel, insbesondere durch Bekanntmachung und Veröffentlichung in der AIP (Aeronautical Information Publication) und auf der Internet-Webseite des betreffenden Konzessionärs von den Gebühren in Kenntnis gesetzt.

§ 6. Es wird eine unabhängige Flughafenaufsichtsbehörde der Wallonie geschaffen, deren Zusammensetzung und Arbeitsregeln von der Regierung festgelegt werden.

Die unabhängige Flughafenaufsichtsbehörde der Wallonie befindet sich durch Verwaltungsentscheidung über Streitfälle zwischen dem Konzessionär und den betroffenen Flughafennutzern in Bezug auf die an der Flughafenentgeltregelung oder Flughafenentgelthöhe vorgenommenen Änderungen.

Die Regierung legt die Verfahrensregeln fest, die auf die Regelung durch die unabhängige Flughafenaufsichtsbehörde der Wallonie der Streitfälle anwendbar sind.

Die unabhängige Flughafenaufsichtsbehörde der Wallonie veröffentlicht auf der Internet-Webseite der Wallonischen Region einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten. Dieser Bericht wird der Wallonischen Regierung und dem wallonischen Parlament übermittelt.

§ 7. Mindestens einmal im Jahr werden die betreffenden Benutzer vom Konzessionär konsultiert, um ein Gutachten über die Anwendung der Flughafenentgeltregelung und Flughafenentgelthöhe abzugeben. Die Regierung bestimmt die Modalitäten dieser Konsultation.

§ 8. Die Flughafennutzer werden gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten von dem Konzessionär zur Begutachtung konsultiert, bevor jeglicher Plan in Bezug auf neue Infrastrukturvorhaben, die sich auf die Flughafenentgelte auswirken könnten, abgeschlossen wird.

#### KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

**Art. 5** - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 14. Juli 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

Frau P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2010-2011.*

*Dokumente des wallonischen Parlaments*, 399 (2010-2011) Nrn 1 bis 3.

Diskussion.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 13. Juli 2011.

Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1936

[2011/203946]

**14 JULI 2011. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeenheden*

**Artikel 1.** Richtlijn 2009/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 inzake luchthaven- en vliegvelden wordt bij dit decreet omgezet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden*

**Art. 2.** Artikel 1 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden wordt aangevuld met een eerste lid, luidend als volgt :

In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° « luchthaven » : elk terrein dat speciaal is ingericht om luchtvaartuigen de mogelijkheid te bieden om te landen, op te stijgen of manoeuvres uit te voeren, met inbegrip van de eventueel bijbehorende installaties ten behoeve van het verkeer van en de dienstverlening aan luchtvaartuigen en de nodige installaties ten behoeve van de commerciële luchtdiensten;
- 2° « concessiehouder » : de instantie waaraan de Regering de taak heeft toegewezen om de luchthaveninfrastructuur te besturen en te beheren en de activiteiten van de verschillende in de betrokken luchthaven aanwezige ondernemingen te coördineren en te controleren.
- 3° « luchthavengebruiker » : iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die vanaf of naar de desbetreffende luchthaven door de lucht passagiers, post en/of vracht vervoert;
- 4° « luchthavengelden » : een heffing die wordt geïnd ten gunste van het Waalse Gewest, of van de concessiehouder als de Regering gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid tot concessie, en die moet worden betaald door de luchthavengebruikers voor het gebruik van de faciliteiten en diensten die exclusief door het Waalse Gewest of door de concessiehouder worden aangeboden en die verband houden met het landen, het opstijgen, de verlichting en het parkeren van luchtvaartuigen en de verwerking van passagiers en vracht, met uitzondering van de heffingen die worden geïnd voor de vergoeding van en route- en terminalluchtvaartnavigatiediensten, voor de vergoeding van grondafhandelingsdiensten en voor de financiering van de bijstand aan gehandicapte passagiers en passagiers met beperkte mobiliteit ».

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt het eerste lid voorafgegaan door de twee volgende leden :

« Dit artikel is van toepassing op iedere luchthaven die openstaat voor commercieel verkeer en die jaarlijks niet meer dan vijf miljoen passagiersbewegingen telt.

Voor luchthavens die openstaan voor commercieel verkeer en die jaarlijks meer dan vijf miljoen passagiersbewegingen tellen, is dit artikel slechts van toepassing op de heffingen geïnd voor de financiering van een bijstand aan gehandicapte passagiers en passagiers met beperkte mobiliteit. »

**Art. 4.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel *5bis*, luidend als volgt :

« Art. *5bis*. § 1. Dit artikel is van toepassing op iedere luchthaven die openstaat voor commercieel verkeer en die jaarlijks meer dan vijf miljoen passagiersbewegingen telt.

§ 2. De Regering bepaalt en int de luchthavengelden volgens de modaliteiten die zij vastlegt.

§ 3. Indien de Regering gebruik maakt van de mogelijkheid tot concessie waarin artikel 2 voorziet, bepaalt en int de concessiehouder het bedrag van de luchthavenheffingen betreffende de luchthaven waarvan de uitbating hem door de Regering werd toegestaan, overeenkomstig de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 4. De Regering, of de concessiehouder als de Regering gebruik maakt van de mogelijkheid tot concessie waarin artikel 2 voorziet, legt een voorstel tot wijziging van het systeem of het niveau van de luchthavengelden, samen met de redenen voor de voorgestelde wijzigingen, uiterlijk vier maanden vóór de wijzigingen van kracht worden, aan de luchthavengebruikers voor, tenzij er sprake is van uitzonderlijke omstandigheden die ten overstaan van de luchthavengebruikers moeten worden gemotiveerd.

Wanneer de Regering gebruik maakt van de mogelijkheid tot concessie waarin artikel 2 voorziet, beschikken de gebruikers van de betrokken luchthaven, met ingang van de datum van ontvangst van het voorstel bedoeld in het vorige lid, over een termijn van tien werkdagen om hun schriftelijke opmerkingen aan de Regering of aan de concessiehouder over te leggen.

Als een luchthavengebruiker zijn opmerkingen niet laat gelden binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt geacht dat hij het voorstel tot wijziging van het systeem of het niveau van de luchthavengelden heeft aanvaard.

De Regering, of de concessiehouder als de Regering gebruik maakt van de mogelijkheid tot concessie waarin artikel 2 voorziet, maakt haar (zijn) gemotiveerde beslissing uiterlijk twee maanden voor de inwerkingtreding ervan in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

§ 5. De heffingen worden door alle nuttige middelen ter kennis van de luchthavengebruikers gebracht, o.a. via aanplakking en publicatie in de AIP (Aeronautical Information Publication) en op de internetsite van de betrokken concessiehouder.

§ 6. Er wordt een « Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie » (Waalse luchthavenoverheid voor onafhankelijke supervisie) opgericht, waarvan de samenstelling en de werkingsregels door de Regering bepaald worden.

De « Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie » spreekt zich bij administratieve beslissing uit over de geschillen tussen de concessiehouder en de gebruikers van de betrokken luchthaven i.v.m. de wijzigingen aangebracht in het systeem of het niveau van de luchthavengelden.

De Regering bepaalt de procedureregels voor de regeling van de geschillen door de « Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie ».

De « Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie » publiceert een jaarverslag over haar activiteiten op de internetsite van het Waalse Gewest. Dat verslag wordt aan de Waalse Regering en aan het Waals Parlement overgelegd.

§ 7. De betrokken gebruikers worden minstens één keer per jaar door de concessiehouder verzocht om advies uit te brengen over de toepassing van het systeem en van het niveau van de luchthavengelden. De Regering bepaalt de modaliteiten voor dat verzoek om adviesverlening.

§ 8. De luchthavengebruikers worden volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt door de concessiehouder om adviesverlening verzocht voor de finalisatie van elk plan betreffende nieuwe infrastructuurprojecten met een mogelijke weerslag op de luchthavengelden.»

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

**Art. 5.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 juli 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
Mevr. P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

*Stukken van het Waals Parlement 399 (2010-2011), Nrs 1 en 3.*

Bespreking.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 13 juli 2011.

Stemming.

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1937

[2011/203945]

**14 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon définissant le réseau des principales infrastructures de transport d'énergies au sens de l'article 23, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, notamment l'article 23, alinéa 2, inséré par le décret-programme du 22 juillet 2010;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, donné le 10 février 2011;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 7 février 2011;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Energie, donné le 1<sup>er</sup> mars 2011;

Vu l'avis n° 49.720/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 juin 2011;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique et du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Livre V, Titre I<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, il est inséré un chapitre II comportant l'article 259/3, rédigé comme suit :

« Du réseau des principales infrastructures de transport d'énergies au sens de l'article 23, alinéa 2.

Art. 259/3. § 1<sup>er</sup>. Le réseau des principales infrastructures de transport d'électricité est constitué des lignes aériennes et souterraines d'une tension supérieure à 150 kilovolts assurant le transport d'électricité et faisant partie du réseau structurant.

Au sens du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par transport d'électricité, la transmission d'électricité, à l'exclusion du raccordement d'un client final, entendu comme toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui achète de l'électricité pour son propre usage.

Le raccordement des installations de production d'électricité pour ce qui concerne l'injection dans le réseau ne fait pas partie du réseau des principales infrastructures.

§ 2. Le réseau des principales infrastructures de transport de gaz naturel est formé des canalisations qui font partie du réseau de transport de gaz naturel structurant à l'échelle régionale

Au sens du présent paragraphe, il y a lieu d'entendre par :